le	
----	--

M... le maire,

Loin d'être seulement un débat de société, la présence des animaux dans les cirques engage également la responsabilité des villes du fait de leur obligation de faire appliquer la législation en vigueur.

Aussi, nous tenions à vous rappeler que les études scientifiques s'accordent à considérer comme contraire aux besoins physiologiques des animaux sauvages leur détention dans les cirques.

Ainsi, selon les zoologues, les troubles du comportement qui sont aisément observables sur les animaux détenus dans les cirques, sont une preuve manifeste d'inadaptation, voire « *la preuve d'une souffrance chronique* ». Ces dérives comportementales sont la résultante d'une impossibilité pour l'animal de développer des comportements normaux (groupe social, locomotion distance de fuite...). Souffrance et mauvais traitements sont donc manifestes dans tous les cirques.

Or la législation en vigueur est très claire :

- L'article L.214.1 du Code rural stipule que « tout animal étant un être sensible doit être placé par son propriétaire dans des conditions compatibles avec les impératifs biologiques de son espèce »
- Et l'article R 214-85 du Code rural précise que « la participation d'animaux à des jeux et attractions pouvant donner lieu à mauvais traitements, dans les foires, fêtes foraines et autres lieux ouverts au public, est interdite sous réserve des dispositions du troisième alinéa de l'article 521-1 du code pénal »

A l'heure où les politiques nationale, européenne et internationale s'accordent pour reconnaître une place de plus en plus importante au bien-être animal il est du devoir des municipalités d'être garantes de leur stricte application sur le terrain.

Nous vous rappelons également que l'Union Européenne a refusé de poursuivre les pays tels que l'Autriche, les Pays Scandinaves ou le Portugal qui ont interdit la présence de cirque avec animaux sauvages considérant que « *l'interdiction des animaux sauvages dans les cirques restait légale* ».

Vous trouverez ci-joint un rapport expliquant plus en détail, et preuves à l'appui, les conditions de vie des animaux dans les cirques et la souffrance qui en découle ainsi qu'une proposition de délibération à soumettre à votre conseil municipal.

Dans l'attente et restant à votre entière disposition, nous vous prions de croire, M...., en nos considérations les plus distingués.











